

ment davantage, j'ai cru devoir spécifier au ministre de quel accident il s'agissait. J'ai presque fini ma question, monsieur l'Orateur. C'est une partie très importante de la question. L'autocar a effectivement percuté contre deux gros rochers qui ont entièrement défoncé son côté, blessé neuf passagers, qui ont dû être hospitalisés, et causé la perte totale de cet autocar de \$60,000.

L'hon. James Richardson (ministre suppléant de l'Habitation): Monsieur l'Orateur, on fait enquête sur cet accident et je tiendrai volontiers le député au courant.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OTAN—LA DÉCLARATION DU GÉNÉRAL LEMNITZER SUR LES BESOINS EN EUROPE

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Le général Lyman Lemnitzer a déclaré qu'une réduction des troupes en Europe n'est pas justifiée à l'heure actuelle; le ministre de la Défense nationale nous dirait-il si le gouvernement canadien évalue la situation militaire et politique en Europe autrement que le commandement militaire de l'OTAN? Si oui, s'engagerait-il à donner sous peu à la Chambre des précisions à cet égard?

M. l'Orateur: Sauf erreur, le député ne demande pas au ministre de faire une déclaration dès maintenant. La question n'est recevable que si le député demande au ministre de dire s'il fera une déclaration et quand.

M. Nesbitt: La remarque très juste de Votre Honneur m'indique qu'il y a peut-être un léger malentendu. Je me demande si je pourrais poser la question sous la forme suivante: Le ministre va-t-il s'engager à faire bientôt une déclaration à la Chambre au sujet de la première partie de la question que je lui ai posée et peut-il indiquer quand il la fera?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Je dois d'abord enquêter au sujet de cette entrevue pour établir exactement ce qui a été dit. Après quoi je pourrai indiquer si une déclaration me paraît souhaitable.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire. Lorsque le ministre de la Défense nationale aura fait enquête et obtenu une copie de cette déclaration, la déposera-t-il à la Chambre afin de permettre à tous les députés d'en prendre connaissance?

L'hon. M. Cadieux: Je ne crois pas que c'est une déclaration écrite. Je crois qu'il y a eu des questions et des réponses.

M. Baldwin: C'est ce qui nous intéresse; surtout les réponses.

LA DÉCLARATION DU GÉNÉRAL ALLARD
À LONDON

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Puisque le ministre a bien voulu prendre cet engagement, peut-il nous dire maintenant si le général Allard, chef d'État-Major, parlait au nom du gouvernement samedi dernier à London...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député ne peut poser de questions au sujet de propos tenus en dehors de la Chambre. Il peut poser la question directement, mais sans qu'elle se rapporte à une déclaration faite à l'extérieur.

M. Nesbitt: Je pourrais peut-être tourner ma question autrement. Le ministre de la Défense nationale a-t-il autorisé les remarques qu'on a prêtées au chef d'état-major à London au cours desquelles il aurait dit:

Je m'en fiche. Dites aux professeurs d'université qu'ils ne détruiront pas le Canada.

M. l'Orateur: A l'ordre. Ma décision s'applique je pense, à la seconde partie de la question aussi bien qu'à la première.

M. Nesbitt: Je voulais simplement savoir si c'est la politique du gouvernement.

LE SYSTÈME ABM—LA POLITIQUE DU
GOUVERNEMENT

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, comme près de six semaines se sont écoulées depuis que le premier ministre a discuté le système américain ABM avec le président des États-Unis, le gouvernement a-t-il eu l'occasion d'examiner cette affaire à fond et le premier ministre est-il maintenant en mesure de faire connaître à la Chambre et aux Canadiens la position du gouvernement au sujet de cette importante question?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le gouvernement l'a examinée. J'espère que l'opposition a fait de même. Je sais que le débat se poursuit aux États-Unis et il serait peu sage que le Canada intervienne.